Charles Millon : «Un service national d'un mois serait une mesure purement symbolique !»

FIGAROVOX/ENTRETIEN – Il était Ministre de la défense lors de la fin du service militaire. Charles Millon assume et explique pourquoi l'armée n'est pas une «assistante sociale», tout en encourageant les mouvements d'éducation populaire qu'il juge plus efficaces qu'un service national au rabais.

Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997. Il a fondé en 2015 le mouvement politique «l'Avant-Garde».

FIGAROVOX.- Vous êtes le Ministre de la défense qui, sous la Présidence de Jacques Chirac, a initié et fait voter la suppression du service national. Est-ce une décision que vous regrettez aujourd'hui?

Charles MILLON.- Pas une seconde. La mission première d'une armée est la défense du pays, sur le territoire national et hors du territoire. Face à la montée des nouvelles menaces, face aux guerres asymétriques, face au cyber-terrorisme, c'est d'une armée de plus en plus technique et de plus en plus spécialisée dont nous avons besoin. La professionnalisation de l'armée que nous avons entreprise avec le Président Chirac était indispensable et a répondu à l'attente de l'ensemble de la hiérarchie militaire, largement consultée pendant de longs mois.

> *L'armée de métier ne peut pas être la variable d'ajustement des manquements d'autres acteurs de la société.*

Je tiens à préciser que cette suppression du service national s'accompagnait d'un volet visant à renforcer l'éducation populaire associative: chantiers de réfections de monuments historiques, scoutisme, éducation par le sport… Après la dissolution de 1997, les gouvernements qui se sont succédé ont simplement renoncé à ce volet qui était une mesure d'accompagnement utile.

Dans le contexte actuel marqué par les attentats et la dissolution de l'unité nationale, êtes-vous d'accord avec Emmanuel Macron sur la nécessité de «refonder le lien entre l'armée et la nation»?

Non, dans cette expression on mélange tout. Je pense les Français très conscients de la qualité, la compétence et l'abnégation de leurs militaires – plus que jamais peut-être – et je crois que ce lien, loin d'être rompu, est au contraire renforcé.

Par contre, qu'il faille retisser des liens sociaux dans notre pays est une évidence: l'hyper-individualisme et l'ultra-matérialisme ambiants déchirent le tissu social et il y a urgence à y remédier. L'armée de métier, comme l'écrivait le Général de Gaulle, ne peut pas être la variable d'ajustement des manquements d'autres acteurs de la société ; elle n'est pas l'assistante sociale d'une France fragilisée.

Je suis favorable à la création d'un Pass d'éducation populaire qui aiderait les familles et les associations, et inciterait les jeunes à s'investir dans le bénévolat. Celui-ci se ferait en liaison avec les collectivités locales, pour agir au plus proche des personnes.

Le lien avec la jeunesse pourrait aussi se faire par une réforme ambitieuse de l'armée de réserve ; celle-ci pourrait largement doubler en passant des accords avec les entreprises (nous les avions négociés dès 1996…), pour permettre et inciter leurs jeunes salariés à participer à la réserve. Ce système est d'ailleurs mis en place dans tous les pays ayant supprimé le service national obligatoire.

Mais en renonçant à l'universalité du service national, ne perd-on pas une formidable opportunité de brasser toutes les couches sociales?

Le brassage social n'existait plus depuis longtemps, c'est une chimère de plus. La mixité et la cohésion sociale avaient peu à peu disparu: à un bout de la chaîne, tous ceux qui ne savaient pas lire ou n'arrivaient pas à s'intégrer étaient exemptés (environ 15 %) et, à l'autre bout un grand nombre des appelés arrivaient à trouver des postes pour rendre leur service national plus «doux», grâce à leurs relations. Enfin, la grande masse était affectée à côté de chez elle, près de sa famille et de ses amis, et continuait de vaquer à un certain nombre de ses activités.

Le service national ne participait donc plus du tout à la cohésion nationale.

Je crois que si le brassage doit se faire, et il doit se faire, c'est à l'Éducation nationale mais aussi aux territoires, aux mouvements de jeunes, et à d'autres pans de la vie sociale de s'en charger, pas à l'armée professionnelle dont le pays a plus que jamais besoin.

> *Le service national ne participait plus du tout à la cohésion nationale.*

Que pensez-vous de la solution intermédiaire, celle du service civique obligatoire?

On parle d'un mois, à l'âge de 16 ans, c'est bien cela? On est dans le symbolique, et le Président de la République aime les symboles…

Cela me semble peu réaliste à mettre en œuvre concrètement. Si les jeunes n'y vont pas, va-t-on envoyer les gendarmes?

Je rappelle qu'à l'époque où le service national était obligatoire, on avait été obligé de réformer l'objection de conscience, tant les appelés renâclaient. Qui va rendre obligatoire un service civique? Et surtout, comment sanctionner en cas de non-respect de cette obligation? Tout cela est illusoire, et coûteux.

Le texte sur le site du Figaro